L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. WEISSE & Co. RUE DE CHARTRES No 73, Entre Conti et Bienville

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 18 JUILLET 1861.

G. P. WEISSE / F. LIMET. — E. DUFOUR / G. MARMY — EDITEURS-PROPRIETAIRES

JEUDI MATIN, 18 JUILLET.

☞Voir la seconde page, pour:

LE FEUILLETON,
LE BULLETIN COMMERCIAL,
LE MARCHÉ AUX BESTIAUX.

Abonnés à 1 semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

AVIS.

☞ Le prix des annonces de décès, de mariage, de substitution, de compagnies militaires, de legs nous connus, et de toutes autres annonces, lorsque le nombre d'insertions, doit INVARIABLEMENT être réglé d'avance. Les avis de cette nature qui seront apportés dans nos bureaux sans paiement préalable ne seront pas insérés.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par R. B. Sykes, à l'entrepôt de l'Aigle, coin Notre-Dame et Commerce—Viande salée.

Par Anthony Fernandez, à la Bourse des Marchands—Marchandises à la folle enchère (Succession M. B. Guillory).

Par Fran.is Fernandez, 114, coin St-Louis et Charlotte—Marchandises sèches.

Par le Sheriff, à 10 1/2 heures A. M., rue des Mamis, coin Conti et St-Louis, un cheval alezan, un lot de terre et un cab. A midi, au City Hotel, rue de la Commune, la goélette DEW DROP, ses voiles, amarres &c.

Les Représentants du Sud à Paris.

Nous trouvons dans l'*Advertiser* de Newark une correspondance pleine d'intéressantes informations touchant le séjour des commissaires des Etats Confédérés à Paris, et les vues qu'ils expriment, tant sur la conférence qui devait avoir lieu entre les ministres européens aux Etats Unis, que sur l'objet et les résultats de toutes ces démarches. Le correspondant constate dès l'abord que, dans la conférence qu'il a eue avec M. Yancey, celui-ci savait parfaitement avoir affaire à un journaliste qui publierait de ce côté-ci de l'Atlantique tout ce qui ne serait dit entre eux. Il n'y avait donc de ce côté aucune implication de secret. M. Yancey, après un séjour d'une semaine à Paris, se préparait à retourner à Londres rejoindre son collègue M. Mann. Il laissait en France le troisième commissaire, M. Rost de la Louisiane, qui faisait tous ses efforts pour obtenir une audience de l'empereur, et en attendant, ne négligeait aucune occasion de s'entretenir avec les journalistes ou les fonctionnaires du gouvernement. M. Rost parle parfaitement français, et, comme l'a fait très justement observer le correspondant de l'*Advertiser*,—il a non ce qu'on appelle un très grand avantage sur la légation des Etats Unis, le gouvernement de Washington ayant commis la faute de la composer exclusivement d'hommes dont pas un ne parle ou ne comprend un mot de la langue du pays où ils sont accrédités. Haute traditionnelle de respect dans les rapports du gouvernement de Washington avec le gouvernement français.

Voici maintenant le résumé de la conversation de M. Yancey:

L'objet de sa mission est bien connu, et il a toute raison d'en prédire le succès complet. L'Angleterre n'était pas encore décidée à reconnaître l'indépendance de la Confédération du Sud, mais dès à six mois, c'est à dire avant le 1er janvier 1862, cette reconnaissance aurait un fait accompli de la part de la Grande Bretagne et de la France, et la même ligne politique serait alors adoptée sans difficulté par toutes les autres puissances d'Europe. L'influence de l'Angleterre serait prépondérante sur ce point, car il était que l'Angleterre fit du coton. Manchester en est maintenant approvisionné jusqu'au 1er novembre; mais il est à peine probable que le gouvernement anglais ne prendra des mesures qu'on soit arrivé à la dernière balle, avant de prendre une détermination sur les moyens d'en renouveler l'approvisionnement. Si la guerre finit dans le Sud, dans maintenant un an, ce que la nouvelle récolte fût prête à être ouverte, le blocus serait alors forcé par les croiseurs britanniques, du moment où l'on verrait que le gouvernement fédéral ne pourrait pas user du moyen embargo sur l'exportation de ce produit par la voie des Etats du Nord. Les historiens de l'année dans le Sud, répandues dans le Nord, avait complètement trompé. Jusqu'ici, la saison a été des plus favorables, et rien que la récolte du coton prises rester de 3600,000 balles au lieu de celle de l'an dernier, le déficit ne serait réellement de 1,500,000 balles, somme qui ne serait pas plus grande en beaucoup plus grande proportion que d'habitude. M. Yancey était informé que la récolte de coton s'élèverait à trois millions et demi de balles au plus haut. Les efforts des manufactures anglaises pour obtenir du coton de l'Inde, de l'Afrique, etc., bien qu'ils pu venir d'un heureux avenir, sont présentement sans résultats, et l'Europe doit, pendant des années encore, rester tributaire des Etats du Sud pour son principal article d'approvisionnement. Notre part, le coiture de la plante ne paraissait aussi favorable que dans les Etats nouveaux. Le travail y est à bon marché et abondant. Des ouvriers anglais pourraient se mettre en grève pour de plus hauts gages, et ils trouveraient qu'ils remplacent à de grandes distances, mais le main n'est jamais irréparable. Les ouvriers, arrêtés pendant une semaine ou un mois, peuvent reprendre comme auparavant. Mais les travailleurs dans la plupart de ces pays pouvaient imiter l'exemple des travailleurs libres, une semaine de chômage pourrait, dans certaines saisons, ruiner la récolte tout entière. Ce qui prouve, dans la culture du coton, qu'il n'est possible que le travail forcé, et c'est ce que les abolitionnistes anglais eux mêmes commencent à comprendre.

Je demandai, ajoute le correspondant, s'il n'existait aucun espoir de réconciliation entre le Nord et le Sud, et si, avec des causes pour mécontentement de la part des Etats libres, les membres rentaient de l'Union ne reviendraient pas sous ce glorieux drapeau qui, pendant 80 ans, s'était élevé dans le respect et l'admiration du monde. M. Yancey répondit que la pluie ne serait jamais cimentée. Lui même avait plaidé pour la sécession pendant longtemps contre l'opposition d'une grande majorité de ses concitoyens du Sud, et maintenant il avait désespéré du succès. Mais le Sud a la fin ouvert les yeux sur l'abîme flamboyé des compromis du Nord. La minorité a perdu quelque chose de son droit dans le congrès fédéral, chaque fois que la question de l'esclavage y a été ratifiée, et l'on avait décidé que le compromis de 1850 serait le dernier.

Ainsi longtemps que les chaînes formelles de la Constitution ont été respectées à contre-cœur par la majorité du Nord, le peuple du Sud a été obligé de demeurer satisfait dans l'Union. Mais quand il fut proclamé qu'il existait une loi supérieure à la Constitution, et, quand un Président dont est été chisé sur une plateforme sectionnelle, la patience du Sud se trouva épuisée. Il n'y a maintenant que la force des armes qui puisse ramener les Etats du Sud dans l'union et le rétablissement militaire. Encore préféreraient-ils quelque jour que ce soit à celui du Nord. Plutôt que de se réunir de nouveau à une Etats libres, ils deviendraient volontiers des colonie de la France et de l'Angleterre. Néanmoins, il ne demanderont ni n'accepteront aucune aide de l'étranger. Ils combattront pour leurs droits, leurs foyers, et se reposeront en Dieu leur droit et leurs bras. D'autre part, si le Nord consentait à une séparation, rien n'empêcherait les relations les plus amicales entre les deux peuples, et l'un des premiers articles du traité serait un agrément mutuel de maintenir et défendre contre le monde entier, les grands principes nationaux qui ont été établis dans l'intérêt de la liberté humaine.

Je remarquai qu'il m'était difficile de comprendre comment l'esclavage serait protégé par la séparation, que le Sud accomplissez son indépendance sur le champ de bataille, ou par le paisible consentement du Nord. Si les planteurs sont dans l'impossibilité de recouvrer dans des cas isolés leurs esclaves fugitifs, sous le régime de l'Union, des millions de nègres ne marcheront dans le Nord libre, et le Sud ne mourait entretenir l'espoir d'obtenir un traité par lequel le peuple du Nord s'engagerait à restituer les fugitifs.

M. Yancey considère mes vues sur ce point comme complètement erronnées. Selon lui, ces un seul fugitif ne pourrait rester dans le Nord, mais tous seraient au contraire retournés spontanément à leurs propriétaires. La haine du peuple du Nord pour l'institution de l'esclavage, me tende sur ce fait que tous les pays dans les Etats libres composent la majorité, en est responsable aux yeux du monde. L'Europe stigmatise l'esclavage comme un fléau, et dit au Nord : " Le principe sur lequel se fonde le gouvernement des Etats Unis est que la majorité fera foi. *Vous* constituez la majorité; par conséquent vous êtes responsables de l'esclavage. Le Nord se révolte à cette imputation, quoique les fallacieux qu'elle soit, et de la vient le désir des Etats sans esclaves de se débarrasser de toute solidarité avec l'institution. Comme preuve que les reconnaissances du abolitionnistes du Nord sont restreints sur planteurs de leur propre pays, M. Yancey affirme que les esclaves des hommes du Sud, amenés par leurs maîtres dans les villes du Nord, sont rapportés et vendus contre leur volonté, tandis que les noirs des Cubanis qui visitent New York, Philadelphie ou Boston, ne sont jamais molestés. D'où M. Yancey conclut que le code moral de la nation est en somme bien peu en jeu. Dans les Etats du Sud, l'esclavage est,—qu'il,— une institution patriarcale. Bien que les esclaves ne forment qu'un nombre d'un million en 1808, lorsque la traite fut abolie, et que l'on n'ait pas importé depuis lors un million d'Africains, les nègres du Sud ont quadruplé. Dans l'île de Cuba, au contraire, qui donne seule des encouragements à la traite, les noirs sont en décroissance. La seule pensée du planteur cubain est de tirer autant de sucre que possible de ses champs de canne, et il subit ce y périt, il est remplacé par l'habileté des capitaines yankees, conduisant des nègres yankees.

Tel est le résumé donné par le correspondant du *Newark Advertiser* des entretiens avec M. Yancey dont il trace, compte bénéfice, un portrait des plus flatteurs.

(*Courrier des Etats-Unis*).

BLOCUS DE L'ILE AU GABLOT.—L'*Union* de Lafourche annonce que des bâtiments de Lincoln ont été aperçus croisant dans le voisinage de l'île au Chillet, et que M. Dourgès, gardien du phare de l'île Timbalier, a reçu la visite de

Par le Télégraphe.

DEPECHES TRANSMISES A L'ABEILLE

DEPECHES DE L'APRES-MIDI.

La Grande Invasion de la Virginie.

Washington, 16 juillet, midi.—Le général McDowell se mettra certainement en mouvement ce soir. Le général Scott est son état major ont rendu visite, aujourd'hui, aux troupes qui sont en Virginie.

Washington, 16 juillet, après midi.—L'armée s'est mise en marche. Le général McDowell est parti à trois heures et demie. On ne connaît pas la destination de sa colonne. Son avant-garde est à Hunting creek à dix milles de Washington.

Washington, 16 juillet.—La Chambre a passé le bill pour l'augmentation des forces de volontaires.

Le Sénat a passé le bill sur la marine.

Les Confédérés ont attaqué le village de New Creek et ont été repoussés.

Cincinnati, 16 juillet.—Le colonel Woodruff a attaqué les forces virginiennes entre la rivière Mad et Barboursville et leur a tué et blessé plusieurs soldats. Il n'a eu qu'un homme de tué.

Harrisburg, 16 juillet.—La force de réserve placée à Cumberland occupe momentanément Piedmont et le village de New Creek.

L'Affaire de Hitchcock-mountain.

Louisville, 16 juillet.—Nous avons appris que les forces du général Garnett ne se composaient que de 5000 hommes, et que les fédéraux sous les ordres de McClellan étaient au nombre de 25,000 hommes et s'avançaient en trois colonnes.

Morris avait pris les confédérés en flanc au Nord, et McClellan au Sud, tandis que Rosencrans s'avançait vers le centre.

Les patriotes ont tenu ferme jusqu'au dernier moment et la retraite a dû être admirablement conduite, car les poursuivants n'ont pas eu l'occasion de se servir de leurs mousquets. L'artillerie garde était si bien protégée que bien que pris deux fois en flanc par les fédéraux sous vergenne, elle n'a perdu que 20 tués.

D'après les derniers rapports les Confédérés étaient en retraite vers St George. Les fédéraux espéraient que le général Hill, en ce moment à Oakland barrerait les Confédérés dans leur retraite vers le comté Hardy.

Les 5000 hommes de Garnett ont tous la couleur de McClellan en échec depuis des semaines.

Missouri.

St-Louis, 16 juillet.—A douze milles de St-Charles on a fait feu sur un train de troupes fédérales; deux soldats ont été blessés.

Les bateaux à vapeur ne peuvent passer à Jefferson City à moins d'avoir le drapeau des Etats Unis.

Le courrier de la malle rapporte que le major Harris (Missourien), est à douze milles au-delà de Fulton avec 3,000 hommes. On croit que le colonel fédéral McNeil assiégera Fulton ce soir.

Les maisons le long de la route sont abandonnées.

L'honorable J. W. Tucker parcourt le bays en faisant des discours pour soulever les Missouriens.

Le colonel Steifel, à Lexington, dit avoir découvert 200 kegs de poudre et des machines pour fabriquer des canons.

Capture d'un navire.

New York, 16 juil.—La goélette *Ella*, allant de Tampico à New York, est le bâtiment qui a été capturé.

DEPECHES DU SOIR.

Nouvelles de Washington.

Les projets des généraux fédéraux.

Washington, 17 juillet.—On pense que les généraux de Lincoln ont le projet d'éviter Manassas. Leur intention positive est toutefois de posséder sur Richmond sans perdre de temps.

Evacuation d'Aquia Creek.

On dit que les forces méridionales cantonnées à Aquia Creek, à Dunfries et à plusieurs autres points se portent vers Manassas.

Retour dans leurs foyers des régiments du Massachusetts.

Fort Monroe, 17 juillet.—Le 3me et le 4me régiment du Massachusetts dont l'engagement est expiré, partent immédiatement pour Boston.

Un autre combat dans le Missouri.

Hudson (Mo) 17 juillet.—800 fédéraux ont eu une rencontre avec un nombre inconnu de Missouriens, à Monte aux Cèdres, à 30 milles de St-Charles. Les fédéraux ont eu trois tués et sept blessés. Le combat continue. Un missourien prit les armes à la main a été pendu et un autre a été noyé en essayant de s'échapper à cet tué à coups de fusil.

De Grafton.

Grafton, 17 juillet.—Les méridionaux, dans leur retraite, ont évité le général Hill à Oakland, en traversant une passe à un mille et demi de son camp.

Richmond, 17 juillet.—Des voyageurs venant de Rich Mountain et de Laurel Hill sont en contradiction matérielle sur les rapports qu'ils font relativement aux derniers engagements qui ont eu lieu à ces deux endroits. Quelques uns affirment positivement que le col Pegram s'est rendu et ne sait où il est prisonnier, tandis que d'autres affirment le contraire.

Quelques uns affirment que le général Garnett a été tué et que le Paymaster de la Georgie n'a pas été fait prisonnier; tandis que d'autres prodisent une version tout à fait différente. Rien nestéroné donc dans le doute jusqu'à ce que le temps nous ait apporté des confirmations plus positives.

John S. Coleman, d'Augusta (Georgie) a été nommé aide chirurgien de la cavalerie virginienne.

Congrès des Etats-Unis.

Washington, 17 juillet.—A la Chambre, un bill autorisant le secrétaire Welles d'acheter des bâtiments pour supprimer la piraterie et pour compléter le blocus, et allouant à cet effet trois millions de piastres, a été adopté.

Une résolution a été présentée, nommant un comité chargé de faire des investigations sur tous les contrats pour l'armée ou la marine.

M. Wick, Wyck, en parlant sur cette résolution, a dit que pendant 2 mois, il avait existé un système de dilapidation dont l'impudence et l'audace n'avaient jamais été surpassées. Adopté. Oui 80, non 42.

Les officiers de police de Baltimore ont envoyé une pétition au Congrès, pour l'engager d'interdire l'esclavage en leur faveur. Cette pétition a été renvoyée au comité judiciaire.

De Louisville.

Louisville, 17 juillet.—On fait une visite rigoureuse au dépôt du chemin de fer. Plusieurs malles ont été saisies la nuit dernière.

Agents Confédérés à Mexico.

On croit que le colonel J. T. Pickett, ex-consul à Vera-Cruz est l'agent du gouvernement Confédéré à Mexico.

Sentiments de sécession dans l'Arizona et le Nouveau-Mexique.

Les rapports de l'Arizona et du Nouveau Mexique, représentant les sentiments sécessionnistes comme tellement prononcés dans ces territoires, qu'ils exigeront le renforcement du fort Bliss.

LE COLONEL DE RUSSY. — Le colonel de Russy vient de donner sa démission de colonel du deuxième régiment de la Louisiane et va partir pour Memphis pour prendre place dans l'état-major du général Polk. M. de Russy a un frère qui occupe un poste important comme officier de génie au fort Monroe, et c'est pour ne pas se trouver exposé à combattre contre lui que le colonel De Russy a demandé son transfert à l'armée de l'Ouest.

MORT D'ETIENNE DE GRANDPRÉ.—La *Gazette* de Bâton-Rouge du 15 annonce la mort du vénérable Etienne de Grandpré, seul fils survivant de Don Carlos de Grandpré, gouverneur de la Floride Occidentale en 1810 pour le roi d'Espagne Ferdinand VII. Etienne était né à Bâton-Rouge en 1772 et il avait 18 ans lorsque la colonie se révolte et proclama son indépendance : il prit part lui-même à la révolution et combattit à Baton Rouge. Marié de bonne heure il a eu la consolation de voir son fils de mort entouré par une famille aussi nombreuse. C'était un citoyen tranquille, aimé et estimé de la communauté.

MUTINERIE DANS LA DIVISION PATTERSON —Une dépêche de Lynchburg du 12 juillet porte :

Quatre régiments de la Pennsylvanie, comptant 4,000 hommes, et dépendant de la division du général fédéral Patterson, ont déposé leurs armes nouvellement reçues et refusé de rester plus longtemps en service, le terme de leur engagement ayant expiré. On a cherché par tous les moyens à leur persuader de rester au service, mais sans effet. On leur a dit alors qu'on allait brancher l'artillerie sur eux, mais ils ne se laissèrent pas intimider et il fallut les laisser partir.

LA DOCTRINE ADELAIDE SUR LE BLOCUS.—Par le *Canada* on a reçu une nouvelle importante sur les débats auxquels a donné lieu dans le Parlement anglais la question du blocus des ports de la Nouvelle Grenade.

"A la Chambre des Communes, M. Berkley a demandé si l'Angleterre reconnaissait le droit de la Nouvelle Grenade de fermer ou de bloquer certains ports.

"Lord John Russell a répondu qu'en cas de rébellion un gouvernement avait le droit de fermer ses ports; mais qu'en cas de guerre civile les ports occupés *de facto* par les insurgés ne pouvaient être soumis à cette mesure conformément au droit international.

"Les commandants des escadres anglaises ne devront par conséquent reconnaître le blocus de ces ports."

Or, on se rappelle que lord John Russell a déclaré il y a quelques semaines que les Etats-Unis et les Etats séparés ne trouveraient en droit de guerre civile. La conséquence de ces deux déclarations est facile à tirer, c'est que les raisons pour ne pas reconnaître le blocus ne peut exister ni en droit ni en fait.

NOUVELLES DU NORD.—Les paragraphes suivants sont empruntés aux nouvelles du jour du *Courrier des Etats-Unis* :

Le commerce *Stringham*, commandant, de la frégate *Minnesota*, vient de publier un avis pour avertir les commerçants de navires venant de Mexique, etc., d'engager leurs capitaines à suivre la ligne côtière de manière à ne pas être pris par les croiseurs du blocus.

Le mode de cette précaution est que, dans l'opinion de commodores, les navires du Sud trouvent moyen de faire des excursions le long des côtes, sans s'en écarter de plus d'une journée et que les bâtiments naviguant trop près de terre pourraient courir risque d'être capturés.

Comme détail secondaire, le télégraphe nous apprend que le colonel James R. Kerrigan, de New-York, représentant la 4me district de la ville, a paru à la Chambre et prêté serment,—*en petite tenue d'uniforme*.—L'apparition d'un militaire sur les bancs parlementaires n'est pas moins un événement, mais n'est un sympôme. Nous ne savons s'il a fait possession ayant que la première apparition à la cour de Versailles de Rolland de la Gironde avec des souliers à cordons mais nous sothations que les événements ne rendent pas un jour l'un aussi significatif que l'autre l'a été.

Un rival beaucoup plus à Washington de deux cas de meurtre aussi graves qui ont éclaté dans l'armée fédérale; l'un parmi les gardes de Garibaldi, de l'autre côté du Potomac, et la second dans la ville même, parmi les Alabamiens du colonel Bleaker. Dans les deux régiments, la cause paraît avoir été que les hommes ont reçu du gouvernement des fusils ordinaires et non des carabines rayées comme ils prétendent qu'on le leur avait promis. Quoi qu'il en soit, cent Garibaldiens, leurs officiers en tête, ont quitté un camp pour prendre un autre, et ils arrivèrent après avoir arrêté tous ceux qu'ils rencontrèrent en route. Aussitôt que le fait fut connu au quartier-général, les forces nécessaires reçurent ordre d'opérer le désarmement des rebelles. Ceux-ci furent promptement entourés par la garde à cheval de Frédéric, deux compagnies de cavalerie et une de district de Columbia qui leur firent mettre bas les armes. Ils sont maintenant emprisonnés dans les bâtiments du Trésor, et l'on s'attend à ce qu'un exemple sévère sera fait ces derniers.

Dans le régiment allemand, une compagnie avait été envoyée à l'arsenal pour y recevoir ses armes, et bien que le reste du régiment eût accepté des fusils, elle voulut exiger des cartouches. Refusée deux fois, elle s'organisa spontanément. Il compte déjà plus de quatre cents hommes, et, s'il faut juger de tout le corps par le détachement que nous avons remarqué dans le cortège funèbre de hardi, notre Mars pourra se féliciter de pouvoir offrir à la Confédération un beau régiment de plus.

Le camp des Zouaves est à Mandeville. La fin fort journalement des évolutions d'infanterie légère, les exercices du maniement des armes, et enfin tout ce qui a rapport à la vie de Zouave et célèbre dans le monde entier. Il y a également une excellente école d'instruction pour les officiers et les sous-officiers.

Nous tenons de plusieurs personnes qui se trouvaient au camp Mandeville, que les fusées militaires le plus parfait y règne, que les hommes sont heureux et que l'insubordination dont les grands corps de recrues sont si souvent exempts n'a pas pu s'introduire parmi les Zouaves de la Nouvelle Orléans. Ils sont tout prêts pour de se montrer dignes de nous qu'ils portent.

Le nouveau corps est sous le commandement de colonel BERNARD AVEGNO dont tout le monde connaît la libéralité, le dévouement à la cause du Sud et la bravoure. Comme on sait ces sortes de bien connu parfait, nous pour qu'il soit besoin de faire son éloge. Le général Bragg, reconnaissant ses capacités, l'avait nommé aide-de-camp spécial lorsqu'il a été rappelé à Pensacola. Il est encore à ce titre auprès de lui. Le colonel Avegno a donné sa démission d'officier supérieur pour accepter le commandement d'un régiment qui lui a été offert par acclamation. Ayant appris ce qu'il désirait, il en a fait un plaisir à M. W.

Le vieillard avait vu et de l'enthousiasme avec lequel la jeune élite s'était enrôlé; il avait payé le montant de sa générosité et contracté chez lui sans plus songer à ce qui s'était passé. Il fut ensuite par M. Bell, homme de confiance qui est robuste et d'autorité demander s'il avait M. W. A peine avait-il répondu dans l'affirmative, que M. M. le trésorier et capitaine à la fragger. On montra qu'une dame qui pouvait donc le moment, fut tellement indignée de voir, un vieillard commencé par un homme dans toute la force de l'âge, qu'elle vint en secours de M. W. et empêcha qu'il ne fût plus maltraité.

C'est ainsi qu'on raconte l'histoire dans le voisinage.

(*Communiqué.*)

A M. le Rédacteur de l'*Abeille*,

Monsieur,

Venant de France par la voie de New-York et y ayant séjourné quelques jours, j'ai pensé qu'il serait de quelqu'intérêt pour vos lecteurs de vous donner un aperçu de l'enthousiasme qui y règne au sujet de la guerre actuelle. C'est pourquoi je prends la liberté de faire appel à votre courtoisie afin que vous vouliez bien faire place dans vos colonnes aux lignes suivantes :

Arrivé à New-York le 1er juillet à bord du steamship *Hammonia*, nous demandâmes à l'hôtel de la Havane, dans Bleecker street. Notre premier repas, comme vous le penser, malgré les privations de la mer, fut de nous empêcher des nouvelles; nous nous empressâmes des journaux en prenant notre déjeuner. Les compagnies seront mises en activité et recevront l'ordre de se rendre à Cedar's Hills.

Le Lieutenant-Colonel T. A. Harris, et devant les traders à l'Institut Militaire de la Virginie, prendra le commandement et ordonnera qu'il y ait journellement des exercices de bataillon.

Il sera établi une école d'instruction, les officiers commissionnés et non commissionnés seront exercés au maniement des armes, à l'école du bataillon, de brigade et de division.

Les ordres seront immédiatement mis à exécution, afin de ne rien laisser à désirer.

Le Lieutenant-Colonel Jackson est accepté par le secrétaire de la guerre, un bureau de l'adjudant, à la Bourse des Négociants, vis à vis Royale, les fera immédiatement la liste du Régiment